



SPÉCIAL NIGERIA

#ENDSARS

Crédits : <https://bit.ly/2Hasbvp>

**AU NIGERIA ET SES ENSEIGNEMENTS POUR LA
RÉFORME DU SECTEUR DE LA SÉCURITÉ EN
AFRIQUE DE L'OUEST**

TIMBUKTU INSTITUTE

African Center for Peace Studies
www.timbuktu-institute.org

Depuis le 8 octobre 2020, le Nigeria traverse à nouveau l'une de ses énièmes crises sécuritaires. Mais cette fois-ci, ce ne sont pas des attaques terroristes ou des accusations de corruption qui sont relayées par les médias. Il s'agit plutôt d'une contestation populaire, majoritairement menée par des jeunes, et de laquelle transparaît de la colère et de la révolte contre un régime accusé de ne pas avoir pris les mesures qu'il faut pour faire cesser les violences policières si régulières dans cet État fédéral.

Le mouvement, [qui a d'abord démarré en 2017](#) sur le réseau social Twitter avec le hashtag #EndSARS, a désormais pris corps et ne semble plus vouloir faiblir. Il est porté par des milliers de jeunes qui descendent dans les rues chaque jour dans les différents États du Nigeria, mais également [au sein de la diaspora](#) aux Royaume-Uni, aux Pays-Bas ou aux États-Unis. Les revendications portées par le mouvement sont sans appel : il s'agit du démantèlement pur et simple du *Special Anti-Robbery Squad* (SARS).

Les raisons de cette exigence fourmillent eu égard [aux nombreux témoignages](#) partagés par les victimes de cette escouade anticriminelle, originellement créée pour combattre le grand banditisme au Nigeria. Avec le temps, cette unité spéciale se serait transformée en véritable bourreau de la population [selon Amnesty International](#), avec un ciblage particulier des jeunes, qui ne rentreraient pas dans le canon de l'image de la jeunesse disciplinée, si recherchée en Afrique. Il faut dire que le Président Muhammadu Buhari n'aura pas fait grand chose pour favoriser un respect de cette jeunesse par les autorités politiques et sécuritaires du pays. En effet, à plusieurs reprises et même devant des instances internationales, il aurait qualifié sa population majoritairement jeune de [paresseuse](#).

Le mouvement populaire est désormais là et bien présent. La lutte pacifique tend de plus en plus à se transformer en une révolte contre le système politique entier, malgré que la revendication originelle pour [la dissolution de la SARS a été acceptée le 11 octobre 2020](#). Cette annonce a été accompagnée de [cinq autres mesures](#) par la police nigériane pour tenter de calmer la colère grandissante, à savoir : le démantèlement de l'unité spéciale dans l'ensemble des 36 États fédérés du pays, le redéploiement des membres de la SARS dans d'autres unités et subdivisions de la police, la mise en place d'un nouveau mécanisme pour lutter contre le grand banditisme, la création d'un forum citoyen et stratégique pour conseiller sur les réformes de la police, et l'organisation d'enquêtes sur les allégations de violences commises par l'unité dissoute.

Le 12 octobre 2020 dans la même foulée, la police nigériane annonce la création de la [Special Weapons and Tactics \(SWAT\)](#), avec à nouveau, cinq mesures devant rassurer la population, telles que : le non-déploiement d'anciens personnels de la SARS dans la nouvelle unité, la mise en branle des actions de la SWAT uniquement sur la base de

#EndSARS

renseignements, l'interdiction pour la nouvelle unité de patrouiller les rues, l'interdiction de fouiller les ordinateurs et téléphones de la population sans mandat, l'absence d'antécédents de violences ou d'abus des droits de l'homme dans les dossiers des nouveaux membres de cette unité.

Ces différentes mesures des autorités nigérianes n'eurent pas plus d'écho auprès de la population, qui depuis bientôt 8 jours occupent toujours les routes. [#5for5](#) est ainsi devenu le nouvel hashtag mobilisateur de la population, autour des exigences suivantes : la libération immédiate de toutes les personnes arrêtées durant les protestations, la justice pour toutes les personnes victimes des brutalités policières et une adéquate compensation pour leurs familles, la mise en place d'une institution indépendante pour mener des enquêtes et poursuivre les auteurs de ces exactions, l'évaluation psychologique des anciens membres de la SARS avant leur redéploiement dans une nouvelle unité et l'augmentation du salaire des membres des forces de police afin de leur offrir le moyen de vivre décemment et de ne se consacrer uniquement à la protection des citoyens.

OUR FIVE (5) DEMANDS
#5FOR5
11TH OCTOBER, 2020

#ENDSARS ✓

1	Immediate release of all arrested protesters	<input checked="" type="checkbox"/>
2	Justice for all deceased victims of police brutality and appropriate compensation for their families	<input type="checkbox"/>
3	Setting up an independent body to oversee the investigation & prosecution of all reports of police misconduct (Within 10days)	<input type="checkbox"/>
4	In line with the new Police Act, psychological evaluation & retraining (to be confirmed by an independent body) of all disbanded SARS officers before they can be redeployed	<input type="checkbox"/>
5	Increase police salary so that they are adequately compensated for protecting lives and property of citizens	<input type="checkbox"/>

PLEASE TICK ALL BOXES

SIGNED: A NIGERIAN YOUTH

crédits : <https://bit.ly/347ecj3>

Les annonces successives de mesures pour calmer la contestation populaire et la résistance manifeste de celle-ci à ne pas se laisser démonter permettent de relever quelques enseignements pour la conduite de la réforme du secteur de la sécurité (RSS) dans les pays de l'Afrique de l'Ouest. Faut-il le rappeler, la RSS est un processus structurant qui consiste à améliorer l'offre de service en matière de sécurité afin de garantir qu'elle réponde aux exigences démocratiques.

Pour l'Union Africaine (UA) et pour la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), la RSS est le moyen « par lequel les Etats formulent ou réorientent les politiques, les structures et les capacités des institutions et des groupes engagés dans le secteur de la sécurité, en vue de les rendre plus efficaces, plus efficient et répondant

#EndSARS

au contrôle démocratique tout en étant attentifs aux besoins de sécurité et de justice de la population »¹.

L'ensemble des actions entrant dans le cadre de la RSS vise à mettre davantage en avant la conception de la [sécurité humaine, qui selon les Nations Unies](#) « a pour objet d'aider les États Membres à cerner les problèmes communs et généralisés qui compromettent la survie, les moyens de subsistance et la dignité de leurs populations et à y remédier ». Autrement dit, la sécurité traditionnelle qui vise à garantir l'État contre une menace extérieure ou contre l'instabilité au plan interne, doit s'agrandir pour prendre en considération [d'autres composantes](#), à savoir : « sécurité économique, sécurité alimentaire, sécurité sanitaire, sécurité de l'environnement, sécurité personnelle, sécurité de la communauté, sécurité politique ».



crédits : <https://bit.ly/2IFA>

Ces préalables permettent de rappeler, à l'aune de la crise actuelle au Nigeria l'un des principes de la base de la RSS, à savoir la responsabilité. Celle-ci s'accompagne de l'efficacité afin de former un duo de base permettant à la population de demander des comptes aux organes de sécurité.

Dans le cadre de la réforme de la police sollicitée au Nigeria et pour les besoins de perfectionnement d'autres structures offrant des services de sécurité ou de défense en Afrique de l'Ouest, il apparaît primordial de rappeler que l'ensemble de l'action politique ou stratégique doit se reposer sur le principe de [l'état de droit](#), c'est-à-dire la soumission de tous à la loi qu'on s'est prescrite et en respect des droits de l'homme. C'est ce principe qui garantit que les initiatives de toutes les couches de la société, qu'elles soient gouvernantes et gouvernées, sont effectivement en conformité avec le droit, de telle sorte qu'il n'existe pas un déséquilibre dans la manière dont la loi s'applique à chacun. La responsabilité exige alors que chaque acte soit passible d'être jugée bonne ou mauvaise au gré de la loi. En se sachant responsable devant la loi et les institutions de justice, chaque agent des forces de défense et de sécurité pourrait alors mesurer les conséquences des actions qu'il mène, ce qui aurait pour conséquence de réduire l'impunité presque entière dénoncée par la jeunesse nigériane.

¹Voir Cadre d'orientation de l'UASur la réforme du secteur de la sécurité et Cadre de politique de la CEDEAO pour la réforme et la gouvernance du secteur de la sécurité

Pour exiger des forces de police qu'elles soient responsables devant la loi, il est également nécessaire de les rendre efficaces. Parmi les 5 revendications du mouvement populaire au Nigeria figure ainsi la nécessité de garantir des conditions de vie acceptables et un salaire décent aux membres de la police. En effet, la rémunération des forces de l'ordre au Nigeria est si modeste qu'elle a même [été dénoncée par son premier responsable](#). Pour les manifestants de ces derniers jours, un salaire lamentable n'est pas une caution aux extorsions et à la corruption rampante de la police, mais elle en est certainement une explication. En plus de la rémunération, l'efficacité devrait se mesurer à l'aune de la formation de qualité et des équipements mis à la disposition des membres des forces de l'ordre pour exercer leurs missions. Dans les pays de l'Afrique subsaharienne, il est bien trop souvent noté un déficit criard entre les moyens et les missions confiées à la police, ce qui conduit inexorablement à la pauvreté de résultats dans les services rendus à la population.

La participation de celle-ci à la conduite de la réforme constitue également l'une des conditions essentielles pour sa réussite. On parle alors d'appropriation locale, défendue autant par l'UA que par la CEDEAO. Pour les analystes de la RSS, l'appropriation locale vise davantage à mettre en avant le fait que ce sont les États qui doivent définir les axes principaux d'intervention de la réforme dans le cadre de leur partenariat avec des institutions et bailleurs internationaux. Toutefois, cette priorité de l'action ne saurait se faire sans une prise en compte véritable des besoins et des aspirations des populations. Cela rappelle également la notion de [police de proximité](#), qui vise à mettre en avant le fait que les forces de l'ordre s'intègrent à la communauté et soient acceptées par elle, afin de mieux remplir leurs missions. Au Nigeria en l'occurrence, le sentiment partagé par la population est qu'il y a une [opposition frontale entre la police et la population](#), ce qui expliquerait notamment les exactions et la propension de la première à recourir aisément à l'usage des armes létaux contre la dernière.

Une refonte générale de la police ne saurait également se réaliser sans une prise en compte systémique de la situation et une implication des différentes structures intervenant dans la gouvernance du secteur de la sécurité. Il est ainsi indiqué que la RSS se repose sur des aspects holistiques, politiques et techniques. Ceci permet de démontrer que la gestion de la police n'est pas que l'affaire de la police. C'est dans cette même logique que les mouvements contestataires au Nigeria ont immédiatement rejeté l'annonce de la création de la SWAT une journée après celle de la dissolution de la SARS. Aucune donnée probante ne leur permettait d'affirmer que cette réforme avait été mûrie et allait s'effectuer sur une base de connaissances solides. Tout laissait croire qu'il s'agissait plus d'un effet d'annonce et d'un maquillage politique pour calmer les ardeurs.

#EndSARS

L'approche systémique de mise en œuvre de la RSS aurait ainsi voulu que le bilan de plusieurs années d'opération de la SARS soit réalisé et communiqué publiquement. Au-delà d'une simple unité spéciale, la réforme aurait également voulu que les conditions de fonctionnement de l'ensemble de la police soient étudiées afin de rassurer sur l'efficacité des changements proposés. Ces mesures et actions ne sauraient revenir seulement à la police, mais devraient également impliquer la justice, la société civile ou encore le système législatif. Justement au Nigeria, le [Sénat en s'impliquant dans la gestion de la crise](#), réclamait que la population arrête les mouvements et promettait de porter à un niveau plus élevé leurs revendications.

Évidemment, cette proposition est mise en doute par les manifestants, qui y voient une nouvelle tentative de diversion. En Afrique, le pouvoir législatif qui est une composante à part entière du secteur de la sécurité, a donné les preuves de son inaptitude à jouer efficacement son rôle malgré son habilitation constitutionnelle. Les travaux des commissions parlementaires ou la constitution de commissions d'enquête parlementaire sont autant de moyens d'exercer cette fonction de contrôle de l'action du pouvoir exécutif dont dépendent les forces de l'ordre. Mais, en alléguant du manque de moyens en dépit de leurs capacités à voter leurs propres budgets ou simplement en raison du déficit de compétences parmi le personnel parlementaire, ces fonctions de contrôles ne sont simplement pas exercées, ce qui contribue à faire perdurer le sentiment d'impunité.



Pour l'Afrique de l'Ouest, qui a connu récemment des crises politiques et sécuritaires au Mali, au Burkina-Faso ou en Guinée, ce qui se passe au Nigeria appellent de tirer quelques leçons.

1. La première est que la jeunesse instruite et éveillée constitue une

force politique sur laquelle il faut savoir désormais compter.

Au Nigeria le mouvement contestataire est coordonné via les réseaux sociaux, n'a pas de leaders officiels connus pour éviter que ceux-ci ne soient corrompus et lèvent des financements pour faire libérer les personnes détenues ou organiser les manifestations en utilisant des moyens digitaux tels que le bitcoin. Elle a ainsi réussi à rallier à sa cause

#EndSARS

des personnalités d'influence telles que le fondateur de la plateforme Twitter, qui sert de principal outil d'expression.

2. Les actions précipitées ne contribuent pas à une gestion durable de la crise. Annoncer la création d'une nouvelle unité spéciale n'a pas permis de calmer les ardeurs et de faire rentrer les manifestants dans leurs demeures. La concertation à une échelle plus large et dans une logique structurée constitue une meilleure manière de prendre en charge la crise et l'implication de toutes les couches de la société semblent indispensables, notamment pour éviter que la contestation ne se transforme en conflit intergénérationnel.

3. L'état de droit doit prévaloir, au plus haut sommet de la nation. Pour de nombreux observateurs, le silence du Président Muhammadu Buhari est interprété comme une caution des exactions de la police, surtout à cause de ses nombreuses prises de position contre la jeunesse.

La compulsion des discussions sur le réseau social Twitter fait désormais apparaître une tendance à faire basculer les revendications de réforme de la police en une révolte contre le pouvoir en place avec les hashtags #BuhariMustGo ou #BuhariResignNow. Quand l'on sait que #EndSARS n'était rien de plus qu'un ensemble de tweets en 2017 pour devenir en 2020 un mouvement d'une telle ampleur, il semble nécessaire d'indiquer que les pouvoirs politiques apprennent à écouter leurs populations et à prendre en compte leurs revendications au moment opportun.

Par **Wilfrid AHOANSOU**

Docteur en droit public de l'Université
d'Abomey Calavi Chercheur Associé à
Timbuktu Institute African Center for Peace
Studies



#EndSARS